

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'avenir de la sidérurgie en France, à Florange le 26 septembre 2013.

Mesdames, Messieurs,

Je tenais à revenir à Florange comme président de la République pour avoir une discussion, les yeux dans les yeux, avec les représentants des salariés qui ont mené ici un combat de plus de deux ans.

Je tenais à revenir ici à Florange parce que je métais adressé à ses salariés pendant la campagne présidentielle et qu'il ne peut pas y avoir décalage entre ce qui est dit le temps d'une confrontation électorale et ce qui est fait au moment où la décision relève du chef de l'Etat.

Je suis venu ici à Florange pour justifier les choix que j'ai faits. Ils peuvent ne pas être acceptés, ils peuvent ne pas être compris. Ces choix ont été faits dans l'intérêt de Florange.

D'abord faire en sorte qu'il n'y ait pas de plan social, aucun licenciement, qu'il y ait des départs en pré-retraite, des reclassements, mais qu'aucun salarié de Florange n'ait à quitter le bassin d'emploi. Je tenais à venir à Florange pour justifier aussi les 180 millions d'investissements que le groupe MITTAL a fini par consentir et également ce projet important pour la recherche. Ici dans le groupe MITTAL, ce qu'on appelle LIS et qui s'est substitué à Ulcos.

Je voulais aussi être à Florange pour rappeler que j'avais évoqué une loi qui devrait normalement éviter que des sites puissent être abandonnés, délaissés alors même qu'il peut y avoir un repreneur. C'est ce qu'on a appelé la loi Florange qui en définitive ne s'appliquera pas à Florange et ne pouvait sans doute pas s'appliquer à Florange.

Cette proposition de loi est en ce moment en débat à l'Assemblée nationale et elle deviendra la loi de la République. Là encore le combat des salariés de Florange aura été utile.

Enfin je voulais venir ici à Florange pour parler de la sidérurgie lorraine, pour évoquer cette filière d'excellence, pour dire quelle a un avenir et un avenir qui peut être aussi prometteur que son passé a été glorieux.

Il y a, c'est vrai, des recherches qui sont menées dans le groupe MITTAL, j'ai évoqué le projet LIS, que nous suivons. L'Etat s'est engagé à mettre 15 millions d'euros et il y aura dans quelques mois, deux feuilles de routes possibles pour des développements au sein du groupe MITTAL.

Aujourd'hui je suis venu faire une annonce qui est celle de la création d'une plateforme publique de recherche et de développement industriel pour la sidérurgie lorraine. Cette plateforme est publique parce qu'elle vise à garantir l'indépendance de la sidérurgie française. Elle est également soucieuse de maintenir les savoir-faire, l'expérience, ce qui fait que la sidérurgie lorraine a pu avoir ce développement. Cette plateforme n'est pas un centre de recherche de plus, c'est un centre de recherche qui a vocation à avoir des conséquences industrielles, à prendre tous les projets qui seront présentés pour assurer l'acier de demain.

Il y aura un comité de pilotage pour ce centre de recherche et de développement industriel, permettant d'associer non seulement les industriels du bassin de Lorraine mais également de toute la France, voire même du monde entier, parce que c'est dans ce centre de recherche que seront développées les productions de demain et d'après-demain.

Il y aura aussi une association des partenaires sociaux qui pourront juger précisément de la réalité de cette recherche publique et de ce développement. 20 à 50 millions d'euros seront dégagés, 20 millions d'euros dès 2014.

Ce centre de recherche sera installé à Florange. Il pourra mobiliser jusqu'à 50 millions d'euros dès

Ce centre de recherche sera installé à Florange. Il pourra mobiliser jusqu'à 50 millions d'euros dès lors qu'il y aura des projets qui seront portés par les industriels.

Je crois en la sidérurgie comme filière d'avenir.

Je crois en la Lorraine. La meilleure preuve c'est qu'il y a eu un pacte qui a été signé entre l'Etat et la région Lorraine, qui associe d'ailleurs l'ensemble des acteurs économiques et des acteurs locaux.

Je crois à la sidérurgie dans la Lorraine, à condition qu'on lui apporte tout le soutien nécessaire. Il y a ce qui relève des entreprises et nous sommes ici dans un dialogue qui doit être sans concession, où chacun doit respecter ses engagements. Il y a ce qui relève de la responsabilité de l'Etat à travers cette plateforme de recherche publique et de développement industriel.

Pour être certain qu'une annonce ne vient pas sajouter à une autre, je viendrai chaque année ici à Florange pour veiller au respect des engagements qui ont été pris et pour m'assurer que ce centre de recherche et de développement industriel, ce centre public produise les résultats escomptés.

Je m'en expliquerai à chaque fois avec les acteurs économiques comme avec les organisations syndicales car on ne construit rien sans assumer à chaque étape la responsabilité de la décision.

Je suis venu comme candidat il y a maintenant un an et demi, je reviens comme Président et durant tout ce mandat j'aurai à cœur chaque année d'être à Florange pour évaluer et apprécier les engagements que j'ai pris devant vous. Merci.